

CIBLE

Saloperie

Voici quelques années un misérable manipulateur de textes avait tenté de nous faire croire que Jean Moulin était un agent soviétique. Cette saison, on nous raconte que le représentant du général de Gaulle avait décidé de se rallier aux Américains peu avant son arrestation. Ceci sans le moindre commencement de preuve et par séries de supputations dont l'ineptie a déjà été démontrée.

Cette fiction n'aurait pas dépassé le stade de l'anecdote méprisable si les éditions du Seuil, *Le Monde* et *Le Nouvel Observateur* ne lui avaient pas donné un retentissement considérable.

Pourquoi ? Pour l'auteur du livre et pour ses promoteurs, il s'agit d'abord de gagner de l'argent et de vendre du papier. A quoi s'ajoutent des connivences entre anciens militants d'extrême-gauche qui s'efforcent d'oublier leurs reniements dans des opérations médiatiques d'un cynisme parfait. Du vivant de Maurice Clavel, qui exprimait magnifiquement l'esprit du gaullisme et du gauchisme, ces salauds n'auraient pas osé.

Maintenant, ils croient possible de travestir impunément la Résistance afin détruire la mémoire du général de Gaulle et en haine de la nation. Nous les combattons jusqu'au dernier.

TRAVAILLEURS

Souffrance en France

Recherche

Les raisons de la crise

p. 4

Polémique

L'effet Houellebecq

p. 9

La gauche sonne la retraite

Faute de vouloir s'opposer à l'ultra-libéralisme, la gauche « plurielle » semblait nourrir le projet de réformer les mœurs.

Tout en continuant à désertir le front économique, voici qu'elle bat en retraite dans le secteur « sociétal ».

Dans la divine surprise de leur retour au pouvoir, les socialistes proclamèrent qu'ils n'avaient pas droit à l'erreur. Hélas, trop de vertu déclarée tue l'excellence des intentions effectives. On ne lui en demandait pas tant, à la « gauche plurielle ». On lui aurait pardonné dix erreurs commises par générosité et par trop de hâte à nous protéger contre les mille et une formes de la violence économique. On aurait même accepté quelques sacrifices supplémentaires si un plan de bataille avait été clairement tracé et immédiatement mis en œuvre.

Sans aucune raison, politique ou économique, cette gauche a tout lâché. Très vite. En couvrant sa retraite de promesses illusives et de mensonges avérés. Nous savons maintenant que les 35 heures ne créeront pas d'emploi mais augmenteront la précarité. De surcroît, le ministère des Affaires sociales a confirmé

que le gouvernement renonçait à présenter une loi sur le licenciement, au mépris de la promesse faite par le Parti socialiste, puis confirmée par Lionel Jospin et Martine Aubry. Puis, dans la foulée, nous avons appris que la réforme de l'audiovisuel, préparée par Catherine Trautmann, et déjà très en retrait sur les promesses de campagne, était reportée à l'an 2000, le temps que Frédérique Bredin (et non pas le ministre en charge du dossier) trouve des solutions en matière de financement...

Le terrain social et culturel « classique » étant ainsi abandonné, restait le vaste domaine du « sociétal ». Puisque la gauche avait accepté avec quelques aménagements la victoire ultra-libérale, nous disait-on, elle trouverait sa justification dans la modernisation des structures et dans la transformation des mœurs. C'est ainsi qu'on entreprit une grande réforme de la justice

qui n'a toujours pas abouti à l'examen du texte annoncé sur la présomption d'innocence - alors que le président de la République fait de l'adoption de cette loi un préalable à la réforme du Conseil supérieur de la magistrature. Par ailleurs, on fit grand cas de la « parité hommes-femmes » au nom de laquelle on se prépare à discuter un ajout à première vue redondant - mais dont nous aurons à reparler - à notre Constitution : là aussi, on s'est efforcé de faire plaisir à tout le monde en gommant les aspérités.

Vint la grande affaire du Pacte civil de solidarité, dont nous n'avons guère parlé dans la mesure où plus personne ne savait exactement de quoi il s'agissait sur le plan juridique. Les diverses fractions de la gauche plurielle commencèrent par créer un immense désordre en multipliant les amendements à la proposition de loi, à tel point que la

meilleure spécialiste de la question, Irène Théry, indiqua que le Pacs n'était qu'une « illusion de contrat ». C'est sur cette illusion que se déclina une bataille dans laquelle la deuxième gauche (les Verts, *le Nouvel Observateur*, *Libération*) fit preuve d'une mauvaise foi inouïe : toute critique émise sur le Pacs était présentée comme une agression contre les homosexuels, orchestrée par l'extrême droite et la droite catholique. On oublia de dire que les juifs et les musulmans et nombre d'intellectuels étrangers à l'intégrisme étaient des adversaires aussi résolus du Pacte que les cathos typiques (1). Tout cela pour aboutir à la piteuse défaite (faute de combattants) de la gauche le 9 octobre, puis à une lamentable reprise pugilistique du débat, et enfin à l'annonce d'un report de l'adoption du texte à la fin de 1999. Ce qui ressemble fort à un enterrement progressif d'une affaire mal montée et mal menée par ses propres défenseurs et par leurs groupes de soutien.

On ne parle plus guère, ces temps-ci, de la « méthode Jospin » : c'est que les équilibres prudentiels du Premier ministre sont en train de créer un immense désordre dans la majorité parlementaire - et beaucoup de désarroi.

Sylvie FERNOY

(1) Cf. par exemple les profondes réflexions de Shmuel Trigano, publiées par *Le Monde* : « les droits de l'autre homme », 18 novembre 1998.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : La gauche sonne la retraite - p.3 : Salade verte - Brocard - p.4 : La France, la recherche fout le camp ! - p.5 : L'Afrique de l'an deux mille - p.6/7 : Souffrance en France - p.8 : Un catholique dans le siècle - p.9 : L'effet Houellebecq - p.10 : Au pays de la folie - Il faut sauver le soldat Ryan - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Révolte contre Amsterdam.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Salade verte

Les Verts, formation transnationale s'il en est, ne sauraient accorder trop de prix aux élections européennes. Celles de 1999 leur posaient problème. Après ses compromis gouvernementaux, leur parti aurait-il encore un profil discernable dans une campagne électorale ? L'existence plurielle avait-elle dilué leur essence singulière ? Énigme qui n'était pas seulement grammaticale.

Dominique Voynet - dont la main verte habite un gant d'acier - a tranché : le vide d'arguments serait comblé par l'embauche d'un bonimenteur aguerri. Et, sans mâcher ses mots, elle a présenté Daniel Cohn-Bendit pour ce qu'il est et se plaît à paraître : le gamin soixante-huitard prolongé en chouchou des journalistes. Quoi qu'il fasse et dise, la liste tirerait à elle la couverture médiatique. Restait à espérer que Dany voudrait bien se lover dans les thèmes-phares de dame Voynet :

1) Se prévaloir des Grünen allemands et de leurs trois ministres pour exiger un rééquilibrage gouvernemental à proportion du score effectué - ce dont Lionel Jospin s'est cru obligé de les détromper aussitôt.

2) Faire monter les enchères

verbales contre le nucléaire en feignant d'avoir eu une grande influence en la matière, sur le mode : « La France est en train de changer de cap ! ». Histoire d'inviter Lionel Jospin à un autre démenti.

Ces deux écarts diplomatiques leur vaudraient brevet de singularité : ils démontreraient que les Verts ne sont pas délavés par leur passage au lave-linge gouvernemental. Pour le reste, il suffirait de laisser opérer la confusion qui réunit les avatars des vieilles gauches dans la répulsion de « l'alliance productiviste et étatiste », sous le patronage émouvant de Michel Rocard.

La salade eût été ainsi prête à servir. Mais le serveur a son style personnel. Non seulement, comme le relève Georges Sarre, il ne songe « depuis trente ans qu'à faire la peau du Parti communiste », mais il incarne jusqu'à la caricature le zombie

libéral-libertaire européen du nouvel âge.

Libéral ? Sans « états d'âme », dit-il, devant l'euro et la tutelle des banques sur le politique, offrant de négocier « des engagements en matière d'emploi » contre une « flexibilité » agréable au patronat tout en cultivant « des réserves » quant à « certaines conceptions néolibérales ». Au demeurant intime du ministre des Affaires étrangères Joschka Fischer, dont la doctrine, sous la présidence allemande prochaine, escompte ouvrir « un nouveau chapitre » en Europe.

Libertaire ? Favorable à toutes les innovations en matière de mœurs et de minorités sexuelles ou tribales. Prêt à « déchirer le drapeau français » comme en 68, mais transformant sa hargne adolescente en ultra-fédéralisme : « passer de l'Europe des nations à une Europe communautaire où les nations jouent un rôle (merci pour elles !) » lui paraît le prochain pas après Amsterdam.

Ces coquetteries en vitrine de la liste verte ont déjà provoqué l'allergie d'un quart des écolos qui, avec Philippe Boursier, jugent le parti fâcheusement « normalisé » et veulent proposer une alternative « à gauche de la gauche ». Heureuse prise de conscience politique. En attendant, la salade verte, servie dans une petite assiette en accompagnement du brouet socialo-libéral, est assaisonnée d'une vinaigrette sucrée à l'allemande.

Bon appétit !

Luc de GOUSTINE

Brocard

C'est bien la première fois que l'austère *Revue de droit public* fait la une de l'actualité ! Hélas, ce n'est pas sur un point de droit constitutionnel. Il s'agit seulement de quelques petites phrases assassines adressées par Michel Rocard à celui dont il fut le Premier ministre. « Mon vrai problème, c'est que Mitterrand n'était pas un honnête homme » a déclaré l'ancien chef de la deuxième gauche.

L'accusation est grave. Elle demanderait à être étayée par des preuves. Michel Rocard ne les donne pas. Son propos est donc diffamatoire.

En outre, cette attaque est parfaitement lâche. Pourquoi Michel Rocard a-t-il accepté de nommer des ministres qu'il jugeait douteux sur la pression d'un président « malhonnête » ? Nul ne le forçait à rester à Matignon. L'ancien Premier ministre suggère qu'il s'y efforçait de « défendre la France ». En ce cas, pourquoi n'a-t-il pas dénoncé la malhonnêteté du Président lorsqu'il a été évincé de son poste de Premier ministre ? Le patriotisme et la haute moralité de Michel Rocard exigeaient que la France ne soit pas laissée aux mains de brigands. Fallait-il se taire encore pour sauver la fonction présidentielle ? Si ce louable souci avait été celui de Michel Rocard, pourquoi n'a-t-il pas parlé quand François Mitterrand a quitté l'Élysée ?

Monsieur « Brocard » crache sur la tombe de l'ancien président parce qu'il n'osait pas l'attaquer quand celui-ci était en mesure de lui répondre.

Pauvre Rocard. Il aura décemment tout raté. Même sa retraite.

Jacques BLANGY

« La France, ta Recherche fout l'camp ! »

Les réformes des Établissements publics à caractère scientifique et technologiques (EPST) présentées par Claude Allègre sont habilement présentées sous un habillage de « communication », destiné à anesthésier les chercheurs et à convaincre les électeurs.

S oient les contraintes et les axiomes suivants :
1) Il faut diminuer les budgets de l'État.
2) C'est mal de recruter des fonctionnaires.
3) La recherche n'est pas rentable (sauf la recherche industrielle et médicale).
4) Les Universités manquent cruellement d'enseignants.
5) On n'a pas encore le droit de supprimer les Universités.

Que faire ?

Élémentaire. Vous trie les chercheurs en deux groupes : les chercheurs « rentables », que vous versez dans les entreprises privées, et les chercheurs « inutiles », que vous mettez dans les universités pour en faire des enseignants. D'un coup, vous avez résolu tous vos problèmes : plus de budget de recherche civile, puisque les chercheurs ont disparu ou sont privatisés ; pléthore d'enseignants dans les universités ; plus de questions métaphysiques inutiles et fatigantes sur le rôle et l'utilité de la recherche pour un pays.

La logique de démantèlement des grands organismes français de recherche, commencé sous Édouard Balladur, voit son accomplissement par les socialistes qui auront, une fois de plus, réalisé les basses œuvres du libéralisme. Il est navrant de constater que nos gouvernants actuels n'ont pas plus que leurs prédécesseurs une idée claire du rôle de la recherche dans nos sociétés, et donc de ses problèmes.

Problèmes qui existent car le système actuel, hérité de l'après-guerre et de la réforme

de 1982, est en crise profonde. Sans rentrer dans une analyse complète de cette crise on peut indiquer ici trois des problèmes les plus aigus :

- Crise d'identité. Les gouvernements successifs ayant été et étant incapables de définir la recherche, celle-ci, balottée de réformes en réformes, poursuit forcément en vain des objectifs qui ne sont pas les siens. Nous avons déjà signalé l'absurdité du concept de la recherche destinée à créer des emplois : dès ses premières applications au monde du travail la recherche industrielle a eu précisément pour effet de diminuer l'effort humain. Et la dernière remarque de notre ministre, qui s'étonne de voir que les chercheurs ne passent pas massivement à l'industrie, n'arrange pas les choses : quelle étrange idée que de penser que la meilleure preuve d'excellence pour un chercheur, c'est de changer de métier !

- Crise de l'évaluation. Elle est bien sûr liée à la précédente : comment évaluer ce que l'on ne comprend pas ? Depuis les années 70-80, l'évaluation du travail de recherche s'est faite en appliquant les critères anglosaxons : nombre de publications, réputation des supports de ces publications. Cette approche quantitative a abouti à une inflation absurde du nombre de publications, avec comme conséquences une baisse du niveau des travaux publiés, un temps considérable perdu pour trouver les publications importantes au sein d'un amas d'inutilités, et sur-

tout une déviation des tâches des chercheurs des activités les moins « rentables » (la réflexion scientifique, l'analyse bibliographique, la prospective, la formation, le travail d'équipe) vers celles aboutissant vite à un « papier ». Or sans évaluation correcte des chercheurs, des programmes et des organismes, pas de possibilité d'orienter la recherche. Ce besoin d'orientation par l'État est pourtant clairement ressenti, même par nos élites, et nos Instituts n'auront cessé, ces dix dernières années, de passer d'évaluations en audits de tout ordre. En vain d'ailleurs, car tant que la crise d'identité n'est pas résolue, l'évaluation ne peut se faire sur des critères pertinents, et les résultats de ces audits n'ont fait qu'ajouter à la confusion ambiante.

- Crise démographique. Elle est complexe, et issue de l'incohérence des politiques de recherche successives : à une époque des recrutements massifs « de prestige » (décennies 60-70), a succédé une phase d'absence quasi totale d'embauche dans les années 80-90. Aujourd'hui, l'âge moyen des chercheurs approche la cinquantaine. Il ne faut pas s'étonner dès lors que la France ait été absente de certains secteurs phares de la recherche internationale (sciences du vivant, de l'environnement) : la classe d'âge qui aurait dû accompagner cette évolution est la grande absente de nos laboratoires.

Une solution « simple » est prônée par Allègre : « stop-

per la décroissance des moyens de la recherche » et « effectuer une forte relance du recrutement des jeunes docteurs » (environ 5 000 par an selon les vœux du ministre). Notons en passant que le budget de la recherche civile en 1999 est en contradiction flagrante avec ces affirmations puisqu'il est en stagnation par rapport à 1998, qui n'était déjà pas une année des plus fastes. Même réalisé, ce recrutement massif - indispensable - n'empêchera pas qu'une classe d'âge fasse cruellement défaut, entre les vieux directeurs de recherches qui partiront à la retraite dans 5 à 10 ans, et les « jeunes docteurs » qui devraient être incorporés maintenant : pas de génération intermédiaire, pas de transmission du savoir et du savoir-faire, pas de passage de relais. Les jeunes recrutés seront donc obligés de se mettre à la traîne des laboratoires étrangers, essentiellement américains. C'est d'ailleurs ce que l'on constate, et la faiblesse du recrutement n'est sûrement pas la seule raison à cette « fuite des cerveaux ». Or cette classe des 35-45 ans existe encore dans nos laboratoires, mais elle a dû exercer ses activités sous forme d'emplois précaires. Donc sans pouvoir prendre de responsabilités. Réhabiliter et intégrer cette génération, en lui donnant les responsabilités qui devraient être les siennes, doit faire partie des priorités à l'égard du recrutement des jeunes, si l'on veut maintenir vivante une culture de recherche de haut niveau dans les Instituts français.

Il y a donc matière à réforme, et à réformes profondes et urgentes, tant en ce qui concerne l'organisation de la recherche que la définition des grandes priorités nationales. Mais encore faut-il, en préalable aux chambardements prévus par Allègre, et comme le demandent les chercheurs, savoir pourquoi une société comme la nôtre peut avoir besoin de scientifiques et de laboratoires, qui fassent AUSSI autre chose que d'inventer des nouvelles lessives lavant vraiment plus blanc que blanc...

François VILLEMONTAIX

L'Afrique de l'an deux mille

La vingt-et-unième conférence France-Afrique aura lieu en décembre 2000. C'est la première résolution prise par la vingtième conférence du Carrousel du Louvre des 26-28 novembre derniers. Pourtant elle n'était pas si évidente et il faut un certain courage pour l'inscrire parmi les premiers rendez-vous du prochain siècle.

E n effet, d'ici là le ministère de la Coopération aura disparu, au 1^{er} janvier 1999, ainsi que la convention de Lomé qui lie la plupart des pays africains à l'Europe des quinze et qui arrive à échéance au 28 février 2000. Par quoi seront-ils remplacés ?

Le gouvernement va décider en décembre des contours de la zone de solidarité prioritaire, qui doit se substituer à l'ancien champ de la Coopération ; celui-ci se limitait aux anciennes colonies et aux pays francophones. Désormais, le critère sera plus économique que politique. M. Josselin a déjà annoncé que la zone serait étendue à certains pays anglophones et lusophones. Pour autant, les crédits de la Coopération dans le budget 1999 sont en baisse de 7 %, les restrictions portant sur l'ajustement structurel et l'assistance technique. Comment faire plus dans des pays plus nombreux avec moins ?

Les négociations sur l'avenir de la convention de Lomé

Mais de tout cela il ne fut pas officiellement question à Paris. Le thème de la conférence était la sécurité et le

maintien de la paix. Il s'agissait sous ce vocable introduit par le gouvernement Balladur, lorsqu'un ancien colonel de gendarmerie était devenu ministre de la Coopération, de préparer la relève de nos forces prépositionnées, bref d'africaniser la Défense et ses concepts. Anglais et Français travaillaient main dans la main sur ce sujet jusqu'au jour où ils se sont aperçus que - sans eux sinon contre eux - certains pays africains avaient d'ores et déjà développé leur propre capacité d'intervention armée. On a commencé à le voir au Rwanda et l'actuelle cuvée du Congo ex-belge ex-Zaïre montre qu'il est bien tard.

Il faudrait à l'Afrique une sorte d'O.S.C.A. (organisation pour la sécurité et la coopération en Afrique) mais on voit mal une OTAS (organisation du traité de l'Atlantique Sud - auquel il faudrait ajouter l'Océan Indien). Sait-on que l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) est actuellement présidée par un francophone, le président du Burkina Faso, ancien militaire ? Mais l'institution est méprisée par les nouveaux venus, d'Érythrée à l'Afrique du Sud. Vaut-elle la peine de la relancer ? L'ONU a, pour la première fois de son histoire, un secrétaire général africain noir (quarante avec l'Égyptien Boutros-Ghali). Éloigné de son pays depuis la jeunesse, quel crédit est le sien au sud du Sahara ? Il ne s'y risque guère. Restent, ou bien les vieilles recettes de l'équilibre - aujourd'hui en Afrique centrale -, ou bien les garanties extérieures. Les États-Unis n'ont pas nos prudences en Asie ou au Moyen-Orient. Mais qui l'Afrique dérange-t-elle ?

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **RUSSIE** - Selon des sources officielles russes, les dépouilles du tsarévitch Alexis et de la grande-duchesse Maria auraient été retrouvées et exhumées. Des analyses d'ADN devraient avoir lieu dans les prochains mois afin de les identifier avec certitude. Si la nouvelle est confirmée, tous les corps des victimes du massacre d'Iekaterinbourg du 17 juillet 1918 auront été retrouvés, mettant ainsi fin aux légendes et rumeurs concernant la survie de tel ou tel membre de la famille impériale.

♦ **RUSSIE** - La monumentale statue (3 m de haut) du tsar Nicolas II, érigée en juillet dernier à Podolsk près de Moscou, a été détruite par une bombe. Déjà en avril 1997 une première statue du tsar, sculptée par le même artiste, Viatcheslav Klykov, avait été victime d'un attentat.

♦ **FRANCE** - Le *Figaro* du 18 novembre a annoncé les fiançailles du prince Eudes de France, duc d'Angoulême avec Marie-Liesse de Rohan-Chabot. Le prince Eudes, âgé de 30 ans, est le plus jeune fils de M^{gr} le comte de Clermont et est le quatrième dans l'ordre de succession de la famille de France. La fiancée, âgée de 29 ans, est la fille aînée du comte Meriadec de Rohan-Chabot et la petite-fille du duc de Bauffremont. Le mariage est prévu pour l'été prochain.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** - Le cinquantième anniversaire du prince Charles d'Angleterre a été célébré avec éclat par trois jours de festivités en présence de plusieurs têtes couronnées : le roi Harald et la reine Sonja de Norvège, le roi Carl XVI Gustaf de Suède et la reine Silvia, la reine Margrethe du Danemark et le prince Henrik, le roi Constantin et la reine Anne-Marie des Hellènes. En guise de cadeau d'anniversaire un sondage publié par le *Daily Telegraph* montre que 75 % de ses compatriotes estiment que le prince Charles fera un bon roi.

♦ **CAMBODGE** - Le prince Ranariddh, fils du roi et chef du parti royaliste (FUNCINPEC) a accepté de former un gouvernement de coalition avec l'actuel Premier ministre Hun Sen responsable du Parti de Peuple Cambodgien (PPC) qui avait gagné les élections de juillet dernier. L'accord prévoit que Hun Sen demeurera Premier ministre alors que le prince Ranariddh deviendra président de l'Assemblée nationale. Les principaux ministères seront répartis entre les deux formations. D'autre part une amnistie sera promulguée en faveur des chefs militaires royalistes qui s'étaient rebellés. Cet accord a été conclu sous la vive pression du roi Norodom Sihanouk. Ce dernier a ensuite quitté Phnom Penh pour Pékin afin de reprendre son traitement médical.

♦ **BULGARIE** - Le roi Siméon de Bulgarie et sa famille viendront fêter Noël dans une des propriétés qui lui ont été restituées selon la décision de la Cour constitutionnelle bulgare en juillet dernier. Au printemps 1996, le premier voyage du roi dans son pays, après cinquante ans d'exil, avait été marqué par d'immenses manifestations de joie populaire.

par Bertrand Renouvin

Les bourgeois du crépuscule

" Les bourgeois du crépuscule marchent comme en plein jour. Arrogants, ils croient tout voir, tout savoir, mais ils sont aveugles au monde qui les entoure. "

Prix franco : 120 F

S'il est vrai que tout être humain est disposé au bien, comment se fait-il que nous tolérions l'injustice sociale engendrée, de manière toujours plus insoutenable, par le système ultra-concurrentiel ?

Psychiatre, psychanalyste, professeur au Conservatoire national des arts et métiers, directeur du Laboratoire de psychologie du travail, Christophe Dejours apporte des réponses à la fois terribles et libératrices à la question métaphysique et politique de la banalité du mal.

■ **Royaliste** : Comme vous, nous nous demandons pourquoi les injustices flagrantes sont aujourd'hui tolérées, alors que nous avons en France une longue tradition de révolte et de révolution. Quelle est votre réponse ?

Christophe Dejours : Mon hypothèse consiste à attribuer un rôle crucial au travail lui-même, comme amortisseur des conflits entre les dirigeants et les gens ordinaires : les formes contemporaines d'organisation du travail jouent un rôle essentiel dans le renoncement à la lutte contre l'injustice.

D'habitude, on envisage la souffrance comme une conséquence du travail, comme une issue malheureuse, plus ou moins anecdotique. A l'analyse, la souffrance se révèle aussi comme l'origine d'un processus psychodynamique : on va de la souffrance vers le travail et, au-delà, vers la formation de la volonté et vers l'action.

■ **Royaliste** : L'idéologie ultra-libérale a-t-elle entraîné des transformations observables selon vos propres méthodes d'analyse ?

Christophe Dejours : Oui. L'évaluation économique-marchande tend à s'insinuer dans toutes les relations de travail et à se substituer aux rapports de commandement, de surveillance et de contrôle qui étaient assurés auparavant par les contremaîtres, les régisseurs, etc.

Il s'installe un pilotage direct des comportements : chaque geste, chaque service, fait l'objet d'une évaluation économique directe au plus près de chaque individu. Auparavant, il s'agissait de mesurer la production, les cadences, la précision, mais c'était toujours le travail lui-même qui était évalué. Les nouvelles formes d'évaluation accordent très peu d'attention au travail concret car elles portent avant tout sur les coûts et les bénéfices. C'est là un changement profond qui bouleverse les repères traditionnels (qualité et quantité de travail) dont se servaient les travailleurs pour s'évaluer eux-mêmes.

■ **Royaliste** : Quelles ont été les conditions de ce changement ?

Christophe Dejours : Ce changement a été rendu possible par l'informatique, qui permet de mémoriser chaque geste et chacun de ses effets. Mais il faut aussi que les « opérateurs » (on ne parle plus d'ouvriers) acceptent de produire eux-mêmes des données sur leurs activités, de faire en plus de leur travail des saisies informatiques, et par conséquent d'alimenter eux-mêmes les machines qui les surveillent. Ainsi, le contrôle disciplinaire classique a été remplacé par un auto-contrôle qui s'effectue en temps réel et surtout en continu.

La présence du client devient, elle aussi, très pré-

gnante car le client surveille lui-même l'opération confiée à des sous-traitants. A l'intérieur de l'entreprise, les services bâtissent entre eux des rapports de clientèle. De plus, on fonctionne selon la « direction participative par objectifs » : chacun est autonome dans la gestion de ses activités, mais cette gestion se déploie selon des objectifs fixés en termes de dépenses et de recettes. Il y a donc autonomie du « faire », mais avec peu de pouvoirs quant à l'allocation des moyens : il s'agit donc d'une autonomie concédée, et la flexibilité de la production joue un rôle essentiel. Ce système engendre beaucoup de souffrance.

■ **Royaliste** : Pourquoi les salariés acceptent-ils de coopérer ?

Christophe Dejours : La question est centrale mais tellement difficile qu'il faut proposer deux réponses, qui ne sont pas nécessairement contradictoires.

Pour certains agents, l'évaluation par objectifs, directe et individualisée, présente de nombreux avantages : elle serait pour eux plus fine et plus juste parce qu'elle permettrait une comparaison plus précise des performances et des mérites de chacun, avec des incidences sur les salaires et les carrières ; de plus, la direction par objectifs, grâce à l'autonomie qu'elle permet, répondrait à l'attente de ceux qui veulent exercer des res-

pensabilités. Cette autogestion s'accompagnerait enfin d'une plus grande polyvalence : à l'encontre de la tendance à la fragmentation des tâches, il y aurait enrichissement du travail. D'où l'engagement enthousiaste de certains agents.

Mais d'autres dénoncent ce système, qui serait pour eux un marché de dupes. La direction de l'entreprise utiliserait la direction par objectifs pour se débarrasser sur les agents des problèmes qu'ils rencontrent dans l'accomplissement de leurs tâches. Ces derniers disent que ce système est diabolique : le dégraissage des effectifs, la flexibilité du travail, l'obligation de s'adapter constamment aux demandes mouvantes de la clientèle conduit à une augmentation

progressive de la charge de travail : l'autocontrôle entraînerait donc une perte de contrôle sur la charge de travail. Il marquerait aussi la perte de la protection assurée jusqu'à là par le droit du travail : pour atteindre les objectifs fixés, on travaille au-delà de toutes les limites légales, on ne respecte plus les règles de sécurité et on met en péril sa santé physique et mentale.

■ **Royaliste** : Comment peut-on consentir à un système que l'on désapprouve ?

Christophe Dejours : Il est possible que cette coopération soit due pour une bonne part à la souffrance des agents et aux défenses qu'ils utilisent pour

limiter les conséquences de cette souffrance sur leur santé.

Selon les observations cliniques effectuées, c'est la peur qui est au centre de cette souffrance. Les opérateurs se sentent seuls et impuissants face aux dispositifs de l'auto-contrôle et de l'évaluation. Cette évaluation fonctionne comme une menace et met les agents dans une situation impossible car on peut témoigner de son travail, mais pas de sa rentabilité. D'autre part, ces opérateurs sont témoins et parfois victimes de pratiques managériales iniques et qui leur font peur. Travaillent à côté d'eux des stagiaires non rémunérés, qui donnent le maximum d'eux-mêmes à cause de fausses promesses d'embauche et qui permettent, grâce à leurs performances, de dégraisser encore plus les effectifs. Ou bien on passe des accords sur la réduction de la durée du travail (32 heures par exemple) et on signe des conventions de réduction de salaire en échange de promesse d'embauche : mais les agents travaillent cinquante heures par semaine et personne n'est embauché. On fait aussi le chantage au dépôt de bilan afin de justifier le recours à la sous-traitance, moins chère, avec en bout de chaîne le travail au noir : on stimule ainsi une concurrence généralisée entre les divers opérateurs - salariés des entreprises de sous-traitance, travailleurs en emploi précaire, travailleurs étrangers en situa-

tion irrégulière -, ce qui engendre un climat d'insécurité. La menace de la réduction des effectifs et l'évaluation permanente sur des critères non négociables provoquent l'apparition de ce que certains appellent le syndrome de l'homme en trop, autrement dit la crainte d'être désigné parmi les autres comme celui qui doit être mis à l'écart.

■ **Royaliste** : Quelles sont les conséquences psychiques de ces techniques ?

Christophe Dejours : On voit apparaître de nouvelles formes de décompensation psychopathologique qui sont extrêmement préoccupantes. Ce ne sont pas seulement les crises de nerfs et les crises de larmes d'hommes qui, autrefois, auraient été moqués pour ce « manque de virilité » par leurs collègues alors que ceux-ci comprennent maintenant fort bien ce qui se passe. Il y a aussi la violence sur les lieux de travail, dont la presse fait rarement état, les actes de vandalisme, les tentatives de suicide et les suicides réussis, sur les lieux même du travail, je le souligne, et selon des modalités cliniques totalement inédites par rapport à ce que l'on observe depuis que la médecine du travail existe.

Ces observations se heurtent à une forte réaction d'incrédulité, car elles sont en décalage croissant avec la description gestionnaire des activités dans l'entreprise : le travail de « communication » interne accompli par les services spécialisés qui donne de la réalité du travail une image qui ressemble à celles de la publicité. On montre ce qui marche, et on oblige chacun à participer à cette communication publicitaire, alors que les opérateurs savent d'expérience qu'elle est illusoire. Mais chacun reste seul, isolé dans sa critique, et c'est pourquoi il est très difficile de dévoiler le tissu de mensonges dans lequel on vit. C'est pourquoi beaucoup cèdent à la dépression, faute d'une expression collective de la critique.

On comprend dès lors pourquoi le système continue à fonctionner : ceux qui ne sont pas convaincus par la description gestionnaire de la production n'osent pas le dire parce qu'ils ont apporté leur concours à cette communication interne, ou parce qu'ils

ont peur des représailles. La peur arrache aux uns leur consentement résigné au système, et obtient des autres qu'ils coopèrent. Mais cette peur doit être inventée, produite, diffusée...

■ **Royaliste** : Par quels moyens ?

Christophe Dejours : Le management par la menace et par la communication interne fonctionne parce que de nombreux agents coopèrent à ce système, à tous les niveaux de la hiérarchie : les cadres supérieurs et intermédiaires, les techniciens et parfois les exécutants sont requis et apportent leur concours à ce qu'ils considèrent comme relevant du mal : infliger la souffrance et l'injustice à autrui.

J'ai eu beaucoup de difficultés à comprendre cette attitude, car je pense que l'être humain n'est pas une machine mais une personne qui, dans les pires conditions et à quelques exceptions près, garde un sens moral. Comme pathologiste, je pense que la plupart des maladies mentales proviennent d'un excès de sens moral. Ainsi, ceux qui collaborent au mal savent ce qu'ils font, se jugent d'autant plus coupables qu'il n'y a pas de débat public sur la moralité et l'immoralité des actes que j'évoque, et souffrent de cette culpabilité. Cette souffrance est telle qu'elle met en péril leur identité, par le jugement impitoyable que l'individu porte sur sa conduite : « je suis un lâche, je suis un salaud ». Face à cette situation insoutenable, chacun organise sa propre défense pour éviter de sombrer dans la folie. J'étudie dans mon livre les stratégies de défense individuelles et collectives qui permettent de diminuer la conscience de la gravité des actes commis et d'engourdir la pensée. Pour supporter la situation, il ne faut pas penser. Et pour ne pas penser, il faut s'abrutir de travail - jusqu'à l'épuisement.

Propos recueillis par Jacques Blangy

Christophe Dejours
**Souffrance
en France**

prix franco : 120 F.



Un catholique dans le siècle

Né au tout début du siècle, Jean Guitton est aujourd'hui le doyen de l'Académie française - et des intellectuels catholiques. Gérard Leclerc a consacré une biographie chaleureuse à ce philosophe qui n'a cessé d'être au carrefour d'importants débats.

Guitton. Ce nom n'a longtemps évoqué pour moi qu'un souvenir de famille : Jean Guitton, c'était « l'affaire Guitton », qui provoqua de violents incidents entre étudiants de droite et de gauche lorsque ce professeur fut nommé à la Sorbonne en 1955, après avoir été rétrogradé dans l'enseignement secondaire à la Libération.

Les historiens ont marqué les différences. Prisonnier tout au long de la guerre dans un Oflag, Jean Guitton avait proféré des opinions maréchalistes qu'il n'avait pas répudiées à son retour de captivité. D'où la sanction, mineure, infligée à cet homme qui avait, avant-guerre, manifesté une telle réserve politique qu'on ne sait même pas ce qu'il pensa de la condamnation de Maurras par le Vatican.

Faut-il dès lors lui intenter un procès en *extrinsecisme* - cette tendance de certains catholiques à vivre hors de l'histoire ? Certes, Jean Guitton s'est tenu à l'écart des grands bouleversements du siècle à la différence de Péguy, de Bergson, de Maritain, de Bernanos, de Mauriac, de Gilson... Mais Gérard Leclerc montre que ce philosophe ne cessa d'être intimement mêlé aux débats intellectuels de son temps par son œuvre propre et par les dialogues qu'il eut avec les esprits qui comptent parmi les plus éminents.

D'où l'intérêt de cette biographie (1) qui nous fait parcourir une très longue période puisque Jean Guitton passe sa licence es-lettres en novembre 1918 et bifurque vers la philosophie en 1921 sous l'influence du catholique Jacques Chevalier et de Léon Brunschvicg - de Pascal et de Spinoza en quelque sorte.

Comme Gérard Leclerc a lu tous les auteurs, quelque peu

oubliés, qui marquent encore l'époque où le jeune Guitton s'éveille à la pensée (Renan, Taine...) et ceux, aujourd'hui négligés, qui caractérisent la pensée catholique du siècle (de Maurice Blondel à Teilhard de Chardin) ce *Portrait de Monsieur Guitton* vaut par lui-même autant que par le paysage intellectuel qu'il nous donne à contempler.

Et quel paysage ! Celui d'une pensée catholique qui paraît tantôt marginalisée - par le positivisme triomphal, par le kantisme républicain avant 1914, par le structuralisme dans les années soixante - tantôt submergée par les deux grandes religions totalitaires qui nient évidemment le christianisme tout en utilisant certaines éminences catholiques, aveuglées par leur anticommunisme (par exemple M^{re} Stepinac, le Croate récemment béatifié) ou au contraire fascinées par le paradis soviétique.

Pourtant, les théologiens, les philosophes et les écrivains catholiques ne peuplent pas les cryptes et les catacombes. Au contraire. En peu de lignes, Gérard Leclerc explique la pensée de Maurice Blondel, artisan de la renaissance catholique voici un siècle, celle de Jacques Maritain, et ce teilhardisme aujourd'hui bien oublié mais dont la pensée, transformée en quasi-idéologie, connut un foudroyant succès dans les années soixante. Pages lumineuses. L'adjectif ne doit rien à l'amitié. Gérard

lit passionnément les auteurs dont il parle depuis l'adolescence, ce dont je peux témoigner : je le revois expliquant Teilhard sous un grand arbre, un beau jour de juillet 1962, et il me donna ma première leçon d'exégèse biblique quelques années plus tard alors que nous roulions entre Lille et Paris par une nuit de brouillard et de pluie.

C'est donc avec la belle aisance que donnent plusieurs décennies de travail soutenu que Gérard Leclerc montre l'importance de ce Monsieur Guitton qui se tient à la croisée de tant de chemins. C'est Maurice Blondel qui donne l'impulsion première de sa thèse mémorable sur *Le temps et l'éternité chez Plotin et saint Augustin*, il assiste aux conférences de Teilhard en 1925, se passionne pour le débat exégétique, devient l'intime de Bergson (qui le désignera parmi ses exécuteurs testamentaires), et joue un rôle spécifique lors du concile Vatican II auquel il assiste comme auditeur laïc.

Mais Jean Guitton est tout le contraire d'un homme de cénacle. Ce fut un grand professeur, qui eut de brillants élèves parmi lesquels il distinguait Louis Althusser, « le disciple préféré », avec lequel il noua une indéfectible amitié, encore renforcée par le drame personnel de celui qui demeure le plus impressionnant des philosophes marxistes du siècle.

Le livre s'achève sur le dialogue qui se noua entre Jean Guitton et François Mitterrand. Gérard Leclerc l'évoque avec précision et délicatesse, en des pages qui valent infiniment plus que les dizaines d'ouvrages anecdotiques consacrés à l'ancien président. Silence, silence attentif, devant ces deux hommes qui ont vécu de manière toute différente leur siècle, l'un passionnément actif, l'autre faussement quiet, et qui se retrouvent au seuil de l'éternité.

Bertrand RENOUVIN

(1) Gérard Leclerc - *Portrait de Monsieur Guitton, une vie dans le siècle* - Bartillat, 1998 - prix franco : 125 F.

L'effet Houellebecq

La polémique née autour du roman de Michel Houellebecq (*Les particules élémentaires* (1)) dépasse d'évidence la littérature. Elle entre dans « le débat de société » avec une virulence qui semble parfois déconcerter l'écrivain, projeté - presque malgré lui ? - sur l'avant-scène. Est-il sincère lorsqu'il prétend que tout cela le dépasse un peu et qu'il voudrait qu'on le considère simplement pour ce qu'il est : un romancier ? Pas complètement, si par ailleurs on considère ses déclarations sur ses intentions de fond qui n'ont pas été comprises, ses références à Auguste Comte qui révèlent quand même des intentions philosophiques et sociales notoires.

Mais avant de rentrer nous-mêmes dans ce débat, il faut bien dire un mot du roman, sans vouloir le résumer. Au-delà des destins singuliers qu'il évoque - et qui sont assez poignants - Houellebecq s'est lancé dans une entreprise qui tient à la fois de la peinture des mœurs contemporaines, de la critique d'une certaine idéologie soixante-huitarde et postsoixante-huitarde, de la fable qui confère à son histoire une dimension générale, et de la farce qui donne au tout un accent voltairien, d'une cruauté propre à toucher le lecteur. Ce qu'il y a de pornographique dans tout cela n'a rien d'émoustillant, les héros houellebecquiens sont à mille lieues du Casanova sollersien. Peu de complaisance dans les mornes descriptions répétitives qui semblent devoir ne susciter que lassitude et dégoût.

Rarement, on a pu lire de telles déclarations de haine à l'égard de cette génération soixante-huitarde, celle qui prétendait changer la vie, vivre et aimer sans contraintes, et dont l'émancipation prétendue a fait le malheur des héritiers immédiats, privés de parents trop occupés de leur pauvre liberté pour s'occuper de marmots qui demandent présence et affection. Heureusement, il restait encore de vraies grands-mères, capables de tout donner à des petits-fils qui sans elles n'auraient jamais soupçonné ce qu'est un amour vrai. C'est d'ailleurs le charme de ce roman impitoyable que d'ouvrir ainsi quelques fenêtres sur des figures modestes, assez étrangères aux folies du siècle pour garder une certaine touche d'humanité à cette espèce qui s'engloutit... Heureusement qu'il y a parfois une émotion suggérée dans ce récit qui ne fait grâce d'aucune misère, d'aucune faiblesse et d'aucun désespoir. Impossible d'oublier Annabelle, victime de la société permissive, arrachée à tout bonheur possible par un imbécile triomphant, parfaite image ou idole de cette société de m..., massacrée par ses avortements successifs que des médecins « généreux » ont pourtant voulu libérateurs...

Un tel tableau a de quoi faire hurler tous les défenseurs de la libération sexuelle, de l'émancipation sociale et de la prétendue démocratisation de notre société. Voilà toutes les *groupies* du féminisme rendues à l'état de vieilles sorcières édentées, et notre avenir radieux transformé en cauchemar où de vieux libertaires (ou fils de libertaires) traînent leurs

maigres envies de désillusions en fiasco. Pourquoi ne pas le dire ? C'est toute la culture *Libé* qui se trouve ainsi réduite en miettes, à néant, non pas ridiculisée mais pulvérisée. Jamais un livre n'avait jusqu'ici dit aussi crûment sa vérité en face, à une génération de vieux cons qui, il y a trente ans, ont cru faire la révolution et se sont effondrés dans une débâcle, pire qu'une Berezina.

Ceux qui croient que ce résumé exagère, liront le roman pour se rendre compte. Houellebecq n'accorde aucun espoir de survie à une société dont le destin le plus sûr est la mort. Qui donc a parlé de culture de mort ? Inutile de penser à une survie de cette civilisation. Elle n'a aucune chance. A partir de cette certitude, le romancier veut encore phosphorer. Est-il vraiment sérieux ? Délire-t-il ? Après tout, son maître Auguste Comte, tout occupé à refaire un monde nouveau sur les décombres de l'ancien, que rien n'aurait pu faire ressusciter, a aussi déliré jusqu'à la folie. Écoutons Houellebecq, qui redevient l'authentique poète qu'il est :

De même, nous pouvons aujourd'hui écouter cette histoire de l'ère matérialiste

Comme une vieille histoire humaine.

C'est une histoire triste, et pourtant nous ne serons même pas réellement tristes

Car nous ne ressemblons plus à ces hommes.

Nés de leur chair et de leurs désirs, nous avons rejeté leurs catégories et leurs appartenances

Nous ne connaissons pas leurs joies, nous ne connaissons pas non plus leurs souffrances,

Nous avons écarté

Avec indifférence

Et sans aucun effort

Leur univers de mort.

A partir de là, nous sommes dans le mythe pur, l'invention d'une humanité nouvelle, recréée à partir des cornues de la génétique ultramoderne. Le pire délire comtien est très loin du délire houellebecquien. Certains l'ont pris au sérieux, esquissant même des rapprochements avec les fantasmes du pire moment des extravagances de Nouvelle École. Je n'en crois rien et n'en veux rien croire. Je pense plutôt à une hypothèse limite surgie de l'imagination un peu lugubre d'un romancier qui veut lancer un message crypté à ses contemporains. Formidable ironie de cet écrivain qui fait son dernier adieu à une espèce en voie de disparition : « Cette espèce torturée, contradictoire, individualiste et périlleuse, d'un égoïsme illimité, parfois capable d'explosion d'une violence inouïe, mais qui ne cessa jamais pourtant de croire à la bonté et à l'amour. Cette espèce aussi, qui, pour la première fois de l'histoire du monde, sut envisager la possibilité de son propre dépassement ; et qui quelques années plus tard, sut mettre ce dépassement en pratique. Au moment où ses derniers représentants vont s'éteindre, nous estimons légitime de rendre à l'humanité ce dernier hommage ». Il est toujours possible de prendre cela à la lettre et d'y voir une provocation insupportable. Mais il est des provocations nécessaires.

Et s'il y avait là-dessous un Houellebecq secret, qui se moque des journalistes qu'il ne cesse d'embarquer dans des histoires pas possibles. Un Houellebecq qui croit encore en l'homme, parce qu'il sait ce qu'il y a de bon et de vrai en lui. Un certain entretien dans *Immédiatement* (2), m'y incite fermement, qui va jusqu'à faire l'hypothèse de la grâce et de la sainteté. Un garçon qui lit Péguy et Bernanos avec tant de ferveur ne peut pas être complètement mauvais, ou complètement paumé.

(1) Michel Houellebecq - « Les particules élémentaires » - Flammarion - prix franco : 115 F.

(2) *Immédiatement* n° 2 - Hiver 1996.

par Gérard Leclerc



Au pays de la folie

Après la traduction en français de son chef-d'œuvre *Depuis deux mille ans*, paraît le *Journal* du grand écrivain juif roumain Mihail Sebastian, qui nous transporte dans la Roumanie exaltée des années trente et de la guerre.

L'entre-deux-guerres fut dans la plupart des pays d'Europe une période intense qui nous fascine par sa violence et celle qu'elle annonça, mais aussi par les grandes figures qu'elle enfanta. La Roumanie (devenue Grande depuis les traités de paix de 1920) connut une période folle, dont le mouvement fasciste et mystique de la Garde de Fer fut le centre. Son maître à penser, l'universitaire Nae Ionescu, fascina des intellectuels comme Cioran et Mircea Eliade, et même l'écrivain Mihail Sebastian, malgré sa plus grande lucidité.

Sebastian note dans son *Journal*, qu'il tient de 1935 à 1944, sa tristesse mais aussi l'écœurement devant le délire de l'antisémitisme, qui devient officiel avec l'arrivée au pouvoir du général Antonescu en 1940 rangeant la Roumanie aux côtés de Hitler, est un mélange de rafles, de massacres et de mesquineries quotidiennes. « Je n'ai jamais trouvé la vie aussi irrationnelle » s'effraie le juif Sebastian, devant les mesures absurdes prises par le gouvernement. Les rues sont pleines de « regards qui se questionnent sans paroles, avec ce désespoir muet qui est devenu une espèce de salut juif ». Radié du barreau, exclu de la société des écrivains, interdit de journalisme, il se réfugie dans

l'écriture, qui devient difficile, la lecture (il se passionne pour Jules Renard, Balzac et Shakespeare) et la musique. Il refuse d'émigrer. Mais qu'il est dur de « rester dans un monde qui se referme ! ». L'important est de « tenir debout », de survivre à cette guerre qui n'en finit pas. Il est durement touché par la nouvelle du suicide de Stefan Zweig : « Il n'avait pas le droit, il ne devait pas ». Obsédé par la guerre, parfois unique objet de ses pensées et des conversations avec les rares amis, il suit de près l'évolution des combats et analyse lucidement la situation. Il meurt accidentellement en 1945.

Son écriture est sobre, jamais vengeresse, et n'en révèle que mieux le comique et la lâcheté des comportements des gens qui l'entourent. Son ironie fait merveille quand elle rapporte des anecdotes et brosse au fil des pages le portrait de figures roumaines tel ce Camil Petrescu : « Aux heures indécises, nul n'est plus désespéré que lui, plus blême de peur, plus hystérique, plus affolé dans ses pronostics. Mais après, il arbore son ancien sourire triomphal pour vous expliquer qu'il avait tout prévu et que, de surcroît, tout aurait été évité » si on l'avait écouté ». Un grand livre.

Véronique HALLEREAU

Mihail Sebastian - « Journal (1935-1944) » - Stock, 556 p., prix franco : 160 F.

« Il faut sauver le soldat Ryan »

Pour le fantassin quelle est la réalité quotidienne de la guerre ? Cette réalité, hors le témoignage écrit, est-elle transmissible au moyen d'une œuvre de pure fiction ? A ces deux questions le film de Steven Spielberg apporte une réponse précise, claire, sans aucune discussion possible.

Au-travers le destin de neuf fantassins américains de base, ce film montre ce qu'a été dans la réalité de tous les jours la bataille de Normandie. Il les suit durant une semaine de combats, de la sanglante plage d'Omaha au village de Ramel, lieux de l'ultime combat.

La plus juste guerre - et quelle cause plus indiscutable que la lutte contre le nazisme - est toujours néanmoins une infâme boucherie. On oublie trop souvent que, pour le soldat, la guerre dans son quotidien a, avant tout, été un long calvaire dont la fin paraissait toujours plus lointaine. Une succession de jours où l'horreur et la violence extrême étaient son lot commun. Et que le soldat allié, si juste soit sa cause, n'a pas toujours été un héros irréprochable. Ces vérités Spielberg nous les rappelle avec un rare talent, une lucidité qui n'exclut pas le souci de la belle image.

La guerre que nous montre le film de Spielberg n'est pas

épique. Elle est sang et boue avec de réels moments d'émotion - les scènes dans l'église ou ce soldat américain exhibant son médaillon israélien et murmurant aux prisonniers allemands qui passent « juden, juden ».

Le film de Spielberg n'est pas une exception dans la vision de la guerre que peut véhiculer le cinéma hollywoodien. Il s'inscrit dans une continuité qui ne fait pas l'impasse du caractère absolument insoutenable de la guerre moderne. Il a des points d'attaches avec « Attaque » de Aldrich, l'aspect pamphlet antimilitariste en moins, ou le « Full metal jacket » de Kubrick. Il a sa place parmi les grands films ayant la véracité de la guerre pour objet.

En un mot, « Il faut sauver le soldat Ryan » comblera non seulement les passionnés de l'histoire de la bataille de Normandie mais aussi tous ceux qui sont soucieux de ce qu'est le destin des hommes dans une tragédie.

Bruno DIAZ

Philippe de Montjouvent Le comte de Paris et sa descendance

État présent de la Maison de France

Format 16x24 - 480 pages - Prix franco 180 F

Ne pas rester au balcon

A la Nouvelle Action Royaliste, nous avons toujours considéré que le rôle des royalistes n'était pas d'être spectateurs passifs de la vie du pays mais de prendre et d'assumer des responsabilités civiques et politiques.

Cette conception de notre rôle acquiert une pertinence toute particulière dans le contexte actuel de vide politique.

Pour nous qui analysons et déplorons depuis de nombreuses années la crise de la décision, de l'autorité et de la symbolique politiques, notre place n'est pas au balcon. Notre place est auprès des Français qui refusent la défaite annoncée de la France et de la politique.

Or la Nouvelle Action Royaliste est à nouveau en mesure d'assumer cette responsabilité. Depuis deux ans notre mouvement s'est fixé quatre priorités : le développement de notre presse, la vie du mouvement, la formation et l'action politique de terrain. Pour réussir cela il s'est doté d'une équipe nationale, a créé un institut de formation (l'IFCCE) pour former cadres du mouvement, adhérents et sympathisants. Participant ou animant les « Assemblées de la Boussole » ses militants contribuent à la réinvention du débat démocratique, et au sein de l'association « État de droit » ils imaginent de nouvelles formes de luttes civiques.

Pour étoffer son projet économique et social la Nouvelle Action Royaliste a mis en place des cellules de travail sur l'économie et le syndicalisme. D'autres pourraient voir le jour avec le concours de toutes les intelligences et de toutes les compétences présentes au sein du mouvement ou dans sa mouvance.

C'est dans ce contexte politique, et forts de cette redynamisation, que nous entreprenons une série de voyages pour aller à la rencontre de nos lecteurs et de nos sympathisants, pour faire connaissance et pour examiner ensemble la situation politique, les inquiétudes qu'elle suscite et les espérances qu'elle fait naître.

Après Marseille, Saint-Étienne et Toulouse, ce sera, dans les mois qui viennent, Lyon, Clermont-Ferrand, Rennes, Nantes, Angers, Le Mans, Troyes, Brive, Rouen, Toulon, et Montpellier.

Que les lecteurs intéressés par ces perspectives prennent contact avec nos correspondants régionaux ou avec moi (02.41.48.95.03).

Nicolas LUCAS
Délégué national

BOUCHES DU RHONE

Lundi 14 décembre, réunion des abonnés, adhérents et sympathisants. Informations auprès d'Alain Kinart au 04.91.48.25.33.

ILE ET VILAINE

Jeudi 10 décembre, assemblée de La Boussole. Invité Bertrand Renouvin. Thème *La classe dirigeante est-elle responsable ?* Contact : Yoan Sido au 02.99.27.09.98.

RHONE

Réunion de la NAR autour de Bertrand Renouvin le jeudi 17 décembre. Sont invités les adhérents, les abonnés et les sympathisants (en particulier les personnes qui ont pris contact à la suite de la récente campagne d'autocollants sur Lyon). Thème : La situation politique, les projets de la NAR. Informations auprès du délégué national (tél. 02.41.48.95.03).

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● Mercredi 2 décembre : Gaulliste de haute tradition, économiste qualifié, citoyen engagé, Henri GUAINO inspira les thèmes les plus populaires de la campagne de Jacques Chirac avant d'être nommé Commissaire du Plan. Limogé pour avoir dit la vérité sur le chômage dans notre pays, il a consacré ses loisirs forcés à la rédaction d'un ouvrage dans lequel il dénonce « L'étrange renoncement » de la classe dirigeante. La réflexion et le témoignage de notre invité nous importent donc au plus haut point.

● Mercredi 9 décembre : Ancien président des Cercles universitaires d'études gaulliennes, professeur d'histoire à la Sorbonne, spécialiste de

l'Europe danubienne (et fin connaisseur de l'histoire du royalisme), Jean-Paul BLED dénonce dans un livre récent « Le piège de Maastricht ». C'est pour nous l'occasion d'explicitier avec cet ami de légers désaccords dans l'analyse et, surtout, d'examiner les dangers du traité d'Amsterdam, au moment où le projet de ratification est discuté au Parlement.

● Mercredi 16 décembre : Mais « Qui est donc ce Monsieur Guittou ? » dont Gérard LECLERC vient de faire le portrait ? Aussi vieux que le siècle, ce philosophe a participé activement à la réflexion des intellectuels catholiques et dialogué avec d'éminents philosophes qui appartenaient à d'autres traditions. Pour nous, ce sera l'occasion de découvrir des aspects méconnus de la pensée française de notre siècle, et de reprendre d'anciens débats qui concernent l'histoire de notre pays et celle de l'Eglise catholique, les incroyants comme les croyants de toutes confessions.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (50 F pour l'année)

Appel

♦ Il y a vingt ans, lors des journées royalistes que nous avions organisées salle des Horticulteurs, un extraordinaire dialogue s'était noué entre Pierre Boutang et Maurice Clavel.

♦ Nous recherchons les personnes qui pourraient détenir un enregistrement de cette confrontation.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Révolte contre Amsterdam

Demandé, exigé par le comte de Paris et tant d'autres, le référendum sur le traité d'Amsterdam n'aura pas lieu. Ceci pour une raison simple, naïvement exprimée il y a un an par François Léotard : la consultation du peuple français aboutirait à un rejet massif du projet de ratification.

Plutôt que de subir un échec cinglant sur un traité qui est lui-même le résultat, affligeant, de l'échec de la conférence de Turin, les dirigeants de la droite et de la gauche française ont décidé d'offrir aux citoyens le spectacle d'une discussion parlementaire avant de leur imposer la logique économique, financière et monétaire qu'ils rejettent dans leur grande majorité. Preuve ? Le rejet, depuis quinze ans, de toutes les équipes gouvernementales qui ont été élues sur un programme volontariste et qui se sont ralliées, de plus en plus rapidement, au néo-libéralisme puis à l'ultra-libéralisme.

Ce refus du débat montre, une fois de plus, que la prétendue construction européenne se fait sur le mode du « despotisme éclairé » comme le reconnaissait Hubert Védrine dans nos colonnes, alors que, après le vote sur Maastricht, les responsables français, à commencer par Elisabeth Guigou, avaient promis de faire l'Europe des citoyens.

Illusions, mensonges, et tactique d'évitement qui aboutissent à nier la démocratie.

Négation de fait. Le despotisme européen, point lumineux pour un sou, est la résultante du travail d'oligarques incultes, de technocrates américanisés et de groupes de pression qui passent

des compromis en pleine opacité.

Négation de droit. Selon toutes ses définitions et modalités, la souveraineté de la France est délibérément aliénée par cette fraction de l'élite où se retrouvent les renégats du gaullisme et du mitterrandisme, les grands bourgeois libéraux, des syndicalistes résignés ou vendus et quelques nostalgiques du Saint-Empire catholique.



Négation de la souveraineté nationale, telle qu'elle est inscrite à l'article 3 de la Déclaration de 1789. Négation de la souveraineté populaire, telle qu'elle est inscrite à l'article 3 de notre Constitution. Négation de la souveraineté de l'État, qui renonce à exercer les pouvoirs que notre loi fondamentale lui reconnaît, et à garantir aux citoyens français et aux étrangers résidents sur notre territoire la protection qui est due par tout pouvoir politique aux êtres humains.

Négation, par conséquent, de la République puisque le souci du bien commun et le service de l'intérêt général sont concrètement sacrifiés - qu'il s'agisse de la sûreté de l'existence indivi-

duelle et familiale, de la dignité de la personne, de la sécurité collective. Sacrifiés pour quoi ? Pour rien. Aucune menace, aucune contrainte ne nous oblige à abandonner nos principes et nos droits. Sacrifiés à qui ? Nul n'en sait rien. Il n'y a pas d'État ouest-européen, pas de collectivité nouvelle qui vaudrait qu'on renonce à ce dont nous bénéficions en vue d'un progrès matériel ou spirituel. Nous savons, d'expérience, que la belle idée européenne n'est plus que l'alibi d'organismes bureaucratiques et financiers qui imposent la logique meurtrière de la concurrence absolue et toutes les techniques de l'étranglement monétaire (1).

Nous n'acceptons pas d'être sacrifiés. Nous ne laisserons pas détruire le pays. Contre l'euro-péisme des banquiers, des bureaux et des rentiers, nous menons et mènerons une lutte sans merci.

On nous accusera de nationalisme, de paranoïa et d'hystérie. Je réponds d'avance qu'on ne nous trouvera pas aux côtés de MM. Le Pen, ni de MM. Pasqua et de Villiers, parce que la xénophobie nous fait horreur, parce que le combat pour la nation n'est pas séparable, pour nous, d'une pensée de l'universel au sein de laquelle l'Europe occupe une place privilégiée.

On fera de nous des attardés mentaux, des voyous, des irresponsables. C'est arrivé à d'autres dissidents, à d'autres résistants : ils étaient lucides, ils ont gagné. Nous ferons comme eux. Quand des dirigeants mentent, renoncent, abdiquent et trahissent leurs engagements, la nation se retrouve tout entière dans sa révolte, et le peuple se souvient de son droit à l'insurrection.

Bertrand RENOUVIN

(1) Sur tous ces points, que je ne peux développer, cf. l'excellente étude des professeurs Lafay et Pini, *Du traité d'Amsterdam*, Notes de la Fondation Marc Bloch, n° 1. 50 F.